



CONSEIL DEPARTEMENT

Session du 23 mai 2022

Intervention de Marie-Louise GOURDON Présidente du Groupe Environnement et Solidarités

Monsieur le Président,
Monsieur le Président de la commission finances
Chères et chers collègues

Cela fait maintenant plusieurs années que nous commençons nos discours par un inventaire des catastrophes qui nous atteignent et nous impactent avec violence, que ce soit au niveau local, national ou mondial.

Des sévères inondations locales à répétition de l'automne 2019 à la tempête Alex d'octobre 2020, des attentats terroristes de janvier 2021 au Covid à l'échelle mondiale, avec évidemment l'accélération inquiétante du réchauffement climatique.

Et maintenant la guerre en Ukraine.

Tous ces événements ont des répercussions immédiates et fortes sur notre vie quotidienne, sur notre fonctionnement collectif, sur le travail, la solidarité, l'énergie et l'alimentation, et par conséquent sur les budgets dont celui de notre collectivité.

Ces événements et catastrophes successives nous ont amenés et nous amènent à nous adapter, à prévenir et anticiper, à faire face à des dépenses imprévues, à développer une solidarité instantanée, à inventer des actions rapides pour répondre aux besoins.

Je dirai que notre collectivité, avec ses services, a su réagir chaque fois, et souvent dans l'urgence, aux situations de catastrophe que je viens d'évoquer.

Cependant ce n'est qu'un début. Si le COVID semble s'éloigner, en revanche le dérèglement climatique avance beaucoup plus vite que prévu et tous les rapports des scientifiques ne tirent plus la sonnette d'alarme mais lancent des sommations et des injonctions à agir des plus impératives.

La guerre en Ukraine, complètement inattendue, rebat aussi les cartes :

Celles de l'énergie en premier, qui reposent l'urgence d'une plus grande autonomie énergétique avec le développement des énergies renouvelables.

Celles de l'alimentation des populations et le risque de pénurie qui nous atteint déjà et qui impose plus nettement la nécessité d'une autonomie alimentaire, au moins au niveau européen.

Et notre collectivité, avec toutes les autres doit pouvoir agir et proposer des solutions à son échelle d'abord, puis mutualiser et globaliser les solutions.

Difficile aujourd'hui d'anticiper des budgets avec l'augmentation importante des prix des matières premières et un vent d'inflation qui se lève.

Pourtant nous sommes là pour cela et nous avons aujourd'hui à analyser notre compte administratif de l'année écoulée.

Et je dirai que nous avons beaucoup de chance malgré le contexte difficile, que je viens d'évoquer. Une crise comme le Covid a paradoxalement été une chance pour les finances de notre collectivité qui en avait un besoin criant suite à la tempête Alex.

Avec le confinement, les modes de travail se sont spontanément adaptés avec le développement du télétravail. Les déplacements des populations ont propulsé l'an dernier les recettes de Droits de mutation liées aux transactions immobilières à un niveau jamais atteint et au-delà de toutes les prévisions les plus optimistes.

Alors que de 2010 à 2020 la progression annuelle moyenne des DMTO entre les prévisions du BP et le réalisé du CA s'établit à 20,5 M€, l'année 2021 a vu une progression de 116 M€ entre les prévisions et le résultat de l'année, c'est énorme !

Nous sommes une collectivité riche grâce à ses droits de mutation qui nous permettent de stabiliser de façon confortable notre situation financière.

La très forte hausse des DMTO en 2021 dont le montant atteint 616 millions d'euros nous a permis d'assumer les dépenses exceptionnelles liées à la reconstruction des vallées ou aux effets du Covid.

29% de plus qu'en 2020, c'est un record qui nous donne de l'aisance. En conséquence de ces précieuses recettes DE DMTO, l'épargne remonte à un taux confortable.

C'est une chance pour notre budget, mais pas pour tous nos concitoyens.

En effet le prix de l'immobilier s'envole, les biens à vendre se font rares et l'augmentation des taux d'intérêt arrive.

Qui pourra acheter sa maison ou son appartement avec des revenus moyens, voire élevés ?

En tous cas pas les jeunes ménages, qui iront voir ailleurs, et que nous perdrons comme forces vives, c'est déjà le cas les statistiques montrent un vieillissement accéléré dû en partie au départ des jeunes . Cf rapport enfance

Et les ménages moyens s'endetteront pour la vie,

Qui seront nos futurs concitoyens ? Des résidents secondaires en nombre plus important encore ? et encore plus riches ? Mais qui pour remplir les missions de services publics dont nous sommes fiers et auxquels nous sommes attachés.

N'y a-t-il pas un risque important pour la mixité et l'équilibre de nos populations ?

Alors oui, si nous pouvons nous réjouir pour notre budget, j'aimerais que nous ayons une focale plus large pour anticiper l'avenir démographique.

Revenons au CA. Ces DMTO représentent 44,3% de nos recettes de fonctionnement. C'est un ratio énorme,

Qui marque aussi notre grande fragilité.

Un effondrement comme en 2018 et nous dégringolons.

Nous sommes d'autant plus fragiles que nous n'avons plus de levier fiscal et que nous dépendons des transactions immobilières et de l'évolution des recettes de TVA !

Alors la prudence s'impose parce que nous avons aussi un endettement très important. L'encours de la dette est remonté à près de 873 millions d'euros, voire à 946 M€ si l'on tient compte du remboursement de la dette transférée au travers de la dotation à la Métropole.

L'annuité de la dette représentait 91 M€ en 2021, presque autant que toutes les politiques liées à l'action éducative, sportive et culturelle de l'année.

Vous avez contracté en 2021 un emprunt de 115 millions d'euros, dont nous avons validé la nécessité, pour mettre en œuvre les investissements liés à la reconstruction des vallées qui se sont élevés en 2021 à 88 millions d'€.

L'ensemble du budget 2021 a été piloté pour répondre à la priorité de la reconstruction des Vallées et le niveau de FCTVA hors reconstruction en est le témoin.

Il faut donc être vigilants tout en répondant aux besoins sociaux de nos concitoyens.

D'une année sur l'autre, de 2020 à 2021, la mission sociale est restée stable globalement.

Le taux de réalisation des dépenses sociales en 2021 est de 103 %, soit 16 M€ millions de plus par rapport aux prévisions du début d'année.

Au vu des dépenses supplémentaires, nous pouvons déjà nous en satisfaire même si ce taux de réalisation est un indicateur de besoins forts.

Nous dirons cependant que le budget de l'enfance et familles reste insuffisant au regard des besoins de plus en plus importants et qu'un effort conséquent de rattrapage devra être fait dans ce domaine.

En effet, le taux de pauvreté du département reste très élevé. La pression monte, les rapports se suivent et se ressemblent. La pauvreté, c'est plus de 16% dans notre Département, et elle concerne en premier les enfants et les familles dans la précarité, notamment les femmes seules avec enfants.

L'année 2021 a vu le développement de nombreuses actions dans le cadre du Green deal et du smart deal.

Le dérèglement climatique qui s'accélère dangereusement ne nécessite pas seulement des actions diverses mais il faudrait un plan d'urgence mutualisé avec les communes, les Agglo et La Région. Car c'est l'échelle de ce plan qui va être décisive dès maintenant.

Il faut passer le turbo tout de suite !

Sur le plan de l'énergie, 2021 a vu la naissance de la SEM GREEN ENERGY06 et nous souhaitons qu'elle soit fortement soutenue pour arriver à des résultats rapides et efficaces. Car nous n'avons plus le temps.

En 2021 vous avez mis en place des programmes de mobilité douce, le développement des voies cyclables pour développer l'usage du vélo pour les trajets domicile-travail qui font partie des solutions pour soulager le trafic automobile grand producteur de CO2.

Sur l'alimentation aussi, plus locale, plus durable, avec des actions contre le gaspillage alimentaire.

2021 a vu le vote par notre Assemblée d'un plan volontariste et innovant de l'agriculture. Nous attendons avec impatience le démarrage des fermes départementales que nous avons proposées. Ainsi que la mise en œuvre du 50% bio et local dans les assiettes des collégiens que vous avez annoncé pour 2022 !

Concernant le Smart deal, en 2021, là aussi de nombreuses actions se sont mises en place.

Nous demandons que soit accordée une réelle et sincère attention aux 17% de la population qui ne sont pas dans le coup et qui souffrent d'illectronisme, nouvelle forme d'illettrisme.

Il ne s'agit pas que de personnes âgées, mais aussi de personnes dans la précarité et qui n'ont pas accès aux droits à cause de ça. Il nous faut absolument amplifier ces efforts.

Dans un autre domaine, qui concerne la sécurité des populations, je n'ai pas vu dans le bilan 2021 la réponse à une question que j'avais posée après la tempête et qui était apparue comme urgente. : après la tempête Alex et le black-out total des communications, nous avons décidé que cela ne devait plus se produire. Vous vous souvenez, plus aucune communication n'était possible, avec les pompiers, les secours, la police, les autorités, la population. Un trou noir de plus de 24h dans une situation apocalyptique !

Est-ce qu'une solution a été recherchée, trouvée pour ne plus se retrouver dans cette situation ?

Pour conclure notre analyse et notre perception de ce compte administratif,

Je rappellerai qu'avec Jean-Raymond VINCIGUERRA nous avons voté pour le Budget 2021 pour répondre solidairement aux besoins immenses liés à la catastrophe ALEX, et aujourd'hui, avec Mathieu PANCIATICI nous approuverons ce Compte Administratif comme remplissant l'objectif principal qui avait été fixé au Budget Primitif.